

SECTION DES POSTIERS COMMUNISTES DES BOUCHES DU RHÔNE

Document de travail

« Le Service Public de la Poste »

« Résister, mobiliser, lutter, construire »

Construire un grand Service Public de la communication

Les multiples luttes, actions, mobilisations, qu'elles soient initiées par les syndicats ou des associations d'usagers, contre les privatisations et pour le développement du concept public, ne sont pas un retour en arrière et encore moins un combat d'arrière garde. Au contraire, il s'agit d'une démarche de progrès social, économique et environnemental. Un combat qui s'intègre dans la lutte contre la financiarisation de la société, la misère, les injustices et les inégalités, l'anarchie immobilière et la gabegie en matière de transport.

L'histoire du capitalisme le montre bien, avec la quête incessante et exponentielle de la rentabilité financière, il n'y a aucun espoir d'avenir pour la quasi totalité des populations. C'est dans une spirale infernale de détresse et de malheurs que nous entraîne le capital.

L'intensification des échanges de toutes natures – culturels et économiques – est une caractéristique de la mondialisation libérale en cours. Grâce aux nouvelles technologies les échanges économiques et les informations de toute nature circulent plus vite et sont plus efficaces.

Pour autant ces progrès ne signifient pas qu'ils sont mutuellement avantageux ou qu'ils favorisent une meilleure compréhension ou une amélioration des échanges pour l'ensemble des populations.

Les critères de gestion imposés par le capital financier et les contraintes de concurrence et de compétitivité se matérialisent par une politique commerciale agressive qui s'adresse prioritairement à de populations rentables (Règle de répartition de la population : 80% non rentables et 20%

rentables). Ces critères ont pour effet d'exclure progressivement des territoires, des populations, des régions ou des pays de toutes possibilités d'accès à des relations équitables et de qualité.

Concrétiser le concept de Service Public

Plusieurs questions fondamentales à laquelle nous devons répondre :

- De nouveaux droits et pouvoirs d'intervention, de contrôle et de propositions pour les salariés et les usagers.
- La définition des contenus du Service Public dans l'objectif de répondre et de préserver dans tous les cas et dans toutes ses dimensions
 - ☞ La réponse solidaire aux besoins immédiats et futurs, tenant compte des enjeux de qualité de service rendus aux usagers, l'égalité de traitement, la péréquation tarifaire et le droit d'accès pour tous ; la préservation de l'environnement, la prévention des risques, le développement durable et l'aménagement du territoire.
 - ☞ La prédominance d'une vision de long terme en opposition aux objectifs et aux restructurations réalisées sur le court terme qui ne répondent qu'aux exigences de rentabilités financières optimales et immédiates.
 - ☞ Se doter d'un pôle public financier en rupture du marché financier sous contrôle des salariés et des citoyens.
 - ☞ Un personnel qualifié et sous protection statutaire. L'anonymat et le concours étant le seul moyen d'embauche et de promotion.

Le concept et la notion de Service Public sont le point de rencontre d'aspirations humaines fondamentales pour la société, la synergie entre des valeurs de caractère universel et leur application concrète dans et avec la société.

En matière de communication, comme pour les autres secteurs : éducation, santé, énergie, transport, environnement, logement, eau, culture il convient de définir le champ d'intervention devant échapper à la logique marchande et aux critères de gestion d'entreprise capitaliste.

Notre approche sur les Services Publics

Les partis politiques de droite comme les capitalistes ont une approche extrêmement étroite et comptable du Service Public : assurer un service là où le marché ne peut se faire car insuffisamment rentable ou quand les population ne sont pas suffisamment solvables.

L'approche social-démocrate ne diffère pas fondamentalement de l'approche libérale si ce n'est qu'elle cherche à corriger les conséquences négatives et les dégâts de cette dernière.

Quoiqu'il en soit le statu quo n'existe pas et si les luttes et mobilisations actuelles sont indispensables, sans perspective constructive d'un véritable Service Public, elles peuvent tout au plus ralentir un processus de détérioration des services et des conditions de vie et de travail. Mais elles n'enraient en rien la spirale infernale dans laquelle nous plonge le capital et leurs serviteurs politiques.

Le Droit à la communication pose plusieurs types de problématiques qui touchent à la fois au contenu de la communication, qu'elle soit orale, écrite ou visuelle, au réseau d'acheminement, de transport, de distribution et de diffusion.

Domaine poste : trafic postal

Le J + 1 pour l'ensemble du trafic postal (excepté le pli publicitaire pour lequel nous devons avoir une réflexion) est la base de la construction du réseau postal. Ce qui sous tend une seule catégorie de lettres et l'abandon du courrier à plusieurs vitesses avec un tarif de base attractif (aujourd'hui le tarif lettre à 95 cts est un tarif de luxe, en plus le J + 1 n'est que rarement respecté).

Les colis : nous devons également tendre vers le J + 1 (quelles dimensions ? quel poids ? Nous devons être ambitieux.

Enfin les journaux : les quotidiens tendre vers la gratuité des acheminement, quant aux périodiques c'est à négocier en fonction de la proportionnalité du publicitaire.

D'autres prestations doivent également être proposées comme le J + H ou le Chronopost.

Une réflexion doit être entreprise en coopération avec nos collègues de France Télécom pour un acheminement hybride type télé impression.

L'ensemble du trafic est traité dans des centres de tri départementaux, dans certains départements plusieurs centres peuvent être prévus. L'ensemble des opérations : collecte, tri et distribution doit être sous maîtrise publique.

La massification du trafic et la contrainte du J + 1 entraînent le recours à un transport et un acheminement par fer et à la reconstitution d'un réseau d'acheminement. Seul moyen de transport capable d'acheminer la masse de trafic en temps demandé. L'acheminement aérien restant un

moyen de transport pour les grandes distances et pour les trafics type Chronopost. Le recours au routier restant du domaine local.

Cette approche du Service Public impacte deux impératifs.

L'acheminement par fer pour répondre aux problèmes environnementaux et l'aménagement du territoire avec la présence postale sur le fer.

Les bureaux de Poste.

C'est le lieu où se rencontrent toutes les opérations qui doivent relever du Service Public. Trafic postal, Banque Postale, Télécommunications. Dans les campagnes, d'autres Services peuvent être proposés.

La présence postale doit s'amplifier et ne pas répondre à des critères marchands, mais à répondre aux besoins des citoyens sur l'ensemble du territoire et des quartiers.

L'amplitude des ouvertures de bureaux doit être élargie afin de répondre aux besoins des populations.

La présence des automates ne doit pas être prétexte à supprimer les emplois mais à une prestation de complément au travail des postières et postiers.

Le personnel

Il va s'en dire que pour assurer un Service Public de qualité, équitable, responsable et efficace, il y a nécessité d'avoir recours à un personnel, en nombre suffisant, qualifié et protégé par un statut garantissant la confidentialité et le respect des USAGERS quels qu'ils soient.

« Au niveau des procédures, le principe d'égalité impose le concours comme mode de droit commun du recrutement des fonctionnaires ». Anicet le Pors le 9 Mai 1983 Discours de présentation du projet de statut général des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales. Le contenu de ce discours est à reprendre in extenso.

Le domaine social est totalement géré par les élus du personnel.

Coopération

La coopération avec les autres Services Publics est un mode de gestion qui tourne le dos aux critères de gestion marchand. La coopération peut contribuer à de grands objectifs nationaux et européens pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Avec France Télécom pour l'accès aux nouvelles technologies pour l'ensemble des usagers. Mais également dans la recherche de moyens de transport de courrier par « téléimpression » et supprimer ainsi le transport physique.

Avec la SNCF dans l'acheminement des trafics. Le transport par fer est une garantie de fiabilité, de l'assurance du J+1 et une participation très importante à la protection de l'environnement.

Avec tous les autres services publics pour coordonner la réponse aux besoins multiples des citoyens. De passer d'une logique de cloisonnement – par services, par périmètres et par champ d'intervention – à une approche globale et de présence de l'ensemble des services publics.

À l'échelle européenne une démarche semblable peut et doit être entreprise au niveau de la Poste comme de tous les autres services publics. Ce serait une véritable révolution sociale.

Construire un véritable pôle Public Financier.

Changer les orientations marchandes de la Poste c'est aussi changer le rôle du système financier. Celui ci doit impérativement être en rupture avec toutes structures affiliées au marché financier et sous contrôle des salariés et des élus.

- Collecte de l'épargne et rémunération de cette épargne.
- Prêts bonifiés aux collectivités.
- Prêts à toutes entreprises créatrices d'emplois qualifiés et productrices de richesse.
- Service minimum et gestion gratuite pour l'ensemble des citoyens.

Reste un sujet crucial : le financement.

Il est urgent que nous nous appropriions l'usage de nos impôts et que qu'il soit réorienté sur le développement et l'efficacité des services publics. Par exemple supprimer le CICE qui se monte à plusieurs milliards d'euros (entre 20 ET 40 milliards l'an) et qui n'a profité qu'à augmenter les dividendes versés aux actionnaires. S'attaquer véritablement à l'évasion fiscale qui représente entre 60 et 80 milliards l'an, supprimer les exonérations de cotisations sociales et les niches fiscales qui représente entre 20 et 35 milliards l'an. L'argent existe pour être ambitieux dans nos exigences. Reste à se mobiliser, se rassembler, lutter et gagner.

Jean Claude Méry (adhérent section des postiers communiste B du R)

